



Le 19 septembre 2017

Mme Danièle Héryn,
Députée de la 1ere circonscription de l'Aude

Mme la députée,

La direction départementale des finances publiques de l'Aude a annoncé lors du comité technique local du 13 juillet 2017 la fermeture envisagée des centres des finances publiques de Couiza et Capendu.

Ces fermetures s'inscrivent dans le cadre de la désertification administrative de nos territoires ruraux, mouvement amorcé depuis une dizaine d'années, qui se voit ici abondé de deux nouvelles disparitions.

La trésorerie de Capendu, qui dépend de votre circonscription ne voit pas son activité baisser, loin de là. Le nombre de foyers fiscaux est en effet en augmentation modérée mais constante, et la réception effectuée au guichet s'établit à une moyenne d'une quinzaine de contribuables par jour, alors même que cette structure n'est ouverte au public que le matin.

Notre département de l'Aude, avant-dernier département le plus pauvre de France, n'est pas actuellement en mesure de compter uniquement sur des moyens dématérialisés pour son service public. Les personnes âgées, nombreuses, ainsi bien sûr qu'une partie relativement importante de la population, ne maîtrise pas les outils modernes de communication censés compenser cet éloignement subi. Ces derniers, s'ils sont une nécessité en 2017, ne doivent pas pour autant être exclusifs et remplacer les vecteurs traditionnels d'information, mais venir en complément de ceux-ci.

L'accueil physique, et la proximité des services, tant envers le public, qu'envers les collectivités locales est toujours un enjeu fort de nos territoires.

Les élus locaux, les contribuables, les régisseurs, ainsi bien sûr que les agents des finances publiques sont opposés à cette fermeture.

Les organisations syndicales représentatives que sont Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP vous demandent ouvertement de soutenir le maintien de cette structure dans la commune de Capendu et ainsi d'envoyer un signe fort de votre attachement au maintien des services publics en zone rurale.

Dans l'attente d'une réponse que nous espérons positive, nous vous prions d'agréer, Madame la députée, l'expression de notre considération distinguée.

Solidaires Finances Publiques 11,

CGT Finances Publiques 11,

FO DGFIP 11